



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES SECTORIELLES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°10 – 20 mai au 14 juin 2022

Zoom sur la biodiversité Afrique du Sud

Deux projets de partenariats dans le domaine de la biodiversité ont été signés entre l'Afrique du Sud et la France, afin de valoriser l'expertise publique et privée en matière de biodiversité et notamment dans la lutte contre le braconnage, le suivi des espèces, l'évaluation de la conservation, ou encore la valorisation touristique. L'Afrique du Sud, référence en matière de biodiversité et de conservation, est l'un des 17 pays méga divers du monde. Il dispose d'une compétence très ancienne et internationalement reconnue en matière de conservation, à l'instar du Kruger, l'un des premiers parcs (1898) et l'un des plus grands au monde (2 M Ha). La biodiversité fournit ainsi plus de 400 000 emplois et générerait, avant la pandémie, un revenu de 31 Mds ZAR par an (environ 1,6 Md EUR).

Le premier projet, intitulé *Biodiversity Knowledge in Southern Africa*, est une coopération de pair à pair entre l'Institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI), le gestionnaire des parcs nationaux sud-africain (SANParks) et l'Office français de la biodiversité (OFB). Ce projet permettra le partage d'expertise et d'expérience entre pairs, les trois acteurs partageant des problématiques communes liées à la conservation, la gestion des écosystèmes fragiles, la contribution au développement social et économique et à la gestion des sites du patrimoine.

Le second projet vise à développer et améliorer la dynamique d'évaluation, de hiérarchisation et de planification spatiale de la biodiversité (*Spatial biodiversity assessment, prioritization and planning – SBAPP*) dans quatre pays d'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Mozambique et Malawi), afin de renforcer leur compréhension de leurs territoires en matière de biodiversité, d'améliorer la planification de l'aménagement et de disposer de processus d'informations permettant de suivre et d'adapter décisions et actions.

La signature de ces accords bilatéraux intervient quelques mois avant la 15^{ème} conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP15 Biodiversité), où les enjeux de conservation seront centraux.

Sommaire

Afrique du Sud

- Suez et ses partenaires rachètent EnviroServ, leader dans la gestion des déchets en Afrique du Sud
- MTN, marque africaine n°1 pour la deuxième année consécutive
- Actualités sur le programme d'approvisionnement d'urgence
- La compagnie aérienne Comair en liquidation
- Sibanye-Still Water investit 26,4M EUR dans une gigafactory en France

Angola

- Unitel et Huawei signent un accord-cadre pour renforcer leur partenariat

Mozambique

- La SFI (Banque mondiale) soutient un projet hydroélectrique de 1 500 MW

Zimbabwe

- L'Etat zimbabwéen investit dans les mines



Afrique du Sud

Suez et ses partenaires rachètent EnviroServ, leader dans la gestion des déchets en Afrique du Sud

Suez et ses partenaires Royal Bafokeng Holdings et African Infrastructure Investment Managers ont signé un accord contraignant pour l'acquisition d'EnviroServ Holdings Proprietary Limited. Avec 2 200 employés et un chiffre d'affaires de près de 80M EUR, EnviroServ collecte, traite et élimine les déchets généraux et dangereux, avec des installations en Afrique du Sud, au Mozambique et en Ouganda. L'acquisition, sous réserve de l'accord de l'autorité de la concurrence sud-africaine, permettrait à Suez de se renforcer en tant qu'acteur international dans la gestion des déchets municipaux et des déchets industriels, mais aussi de consolider sa position sur le continent africain.

MTN, marque africaine n°1 pour la deuxième année consécutive

MTN a conservé sa première place dans le classement des marques africaines les plus importantes selon le rapport annuel *Brand Finance Africa*, suivie de loin par Vodacom, autre géant des télécoms en Afrique. La valeur de MTN a ainsi augmenté de 5 % pour atteindre 29,9 Mds ZAR (1,8 Md EUR), ce qui représente près du double de celle de Vodacom. La croissance de l'opérateur sud-africain est largement portée par le développement exponentiel de ses services de paiement mobiles (Mobile Money – MoMo) et l'augmentation du nombre d'abonnés au Nigéria (+2,9 M pour un total de 272M dans le monde) en dépit des nouvelles réglementations en Afrique de l'Ouest. Après MTN et Vodacom, le top 10 du

rapport 2022 de *Brand Finance* en Afrique du sud est dominé par les banques, la Standard Bank devançant la First National Bank et Absa.

Actualités sur le programme d'approvisionnement d'urgence

Dans le cadre du *Risk Mitigation Independent Power Producer Procurement Programme (RMIPPPP)*, le producteur indépendant d'électricité norvégien Scatec a finalement signé des contrats d'achat d'électricité pour trois projets solaires à Kenhardt, dans la province du Cap Nord en Afrique du Sud. L'ensemble des projets fournira 150 MW d'énergies renouvelables, qui viendront s'ajouter aux 448 MW de capacité déjà installés par le producteur indépendant. Si les onze lauréats du plan d'urgence du gouvernement en matière d'énergie ont été annoncés au début de l'année 2021, seuls les trois projets de Scatec sont pour l'instant signés. À noter que les entreprises françaises Engie, EDF Renouvelables et Total Energies ont remporté quatre des onze projets, pour une capacité totale de 476 MW.

La compagnie aérienne Comair en liquidation

Comair, partenaire franchisé de British Airways et propriétaire de la low cost Kulula en Afrique du Sud et de ce fait opérateur régional clé, représentant 40% de la capacité aérienne, avait annoncé mardi 31 mai 2022 être contraint de suspendre tous ses vols en raison d'un manque de financement. Elle est maintenant en liquidation. De nombreuses tentatives de restructuration de l'entreprise ont eu lieu depuis mars 2020, sans succès et les effets de la pandémie, notamment les confinements consécutifs, la mise de l'Afrique du Sud sur la liste rouge de certains pays européens et, plus

récemment, la hausse conséquente des prix des carburants ont fait échouer le plan de sauvetage. A l'heure actuelle, la compagnie qui emploie 2 000 personnes, a échoué à lever les 500 M ZAR (30M EUR) nécessaires pour le maintien de son activité et les services juridiques de la société ont déposé une demande de liquidation. Comair répertorie des actifs d'une valeur de plus de 3,5 Mds ZAR, principalement constitués de sa flotte d'avions.

Sibanye-Still Water investit 26,4M EUR dans une gigafactory en France

Le groupe minier sud-africain Sibanye-Stillwater investit 450M ZAR (26,4M EUR) dans la société industrielle française Verkor, à l'occasion de la création d'un nouveau fonds dédié à la R&D appelé BioniCCubE par la société minière. Verkor a pour objectif d'accélérer la mise en place d'installations de fabrication de batteries à faible teneur en carbone en France et dans le sud de l'Europe, afin de répondre à la demande croissante de mobilité électrique et de stockage stationnaire par batteries sur le vieux continent. La *gigafactory* sera ainsi construite par Verkor dans la ville portuaire de Dunkerque et la première livraison de batteries à faible teneur en carbone et à haute performance pour les véhicules électriques est prévue pour juillet 2025. La capacité de production initiale de 16 GWh en 2025 devrait être portée à 50 GWh d'ici à 2030.

En parallèle, Sibanye a récemment racheté l'usine de nickel d'Eramet France, à Sandouville en Normandie. Le prix net de l'opération qui vient d'être finalisée est de 1,1 Md ZAR (65 M EUR). L'accord permet ainsi le maintien des 190 salariés de l'usine Eramet. À terme, le géant minier compte investir des capitaux complémentaires sur le site de Sandouville, afin de développer des synergies avec la *gigafactory*

de Verkor, notamment par la production de métaux spécifiques aux batteries électriques, ce qui permettrait ainsi d'exploiter pleinement le potentiel du site.

Angola

Unitel et Huawei signent un accord-cadre pour renforcer leur partenariat

Unitel, le plus grand opérateur de télécommunications mobiles en Angola et Huawei ont récemment signé un accord de trois ans visant à établir une base solide pour une coopération de long terme. Cet accord comprend la solution standard complète, y compris le réseau d'accès radio (RAN), la transmission et des services innovants tels que le service résidentiel, la solution CEM et le mobile money. A noter qu'Unitel dispose d'un réseau qui couvre toutes les grandes zones de population, avec environ 14 millions d'abonnés et une part de marché de 80%.

Mozambique

La SFI (Banque mondiale) soutient un projet hydroélectrique de 1 500 MW

La Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale, a signé un accord avec le gouvernement du Mozambique pour le développement du méga projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa. Le projet, qui nécessitera un investissement de 4,5 Mds USD, porte sur la construction d'un barrage sur le fleuve Zambèze d'une capacité de 1500 MW, dont une partie de la production serait dédiée à l'export vers l'Afrique du Sud. Le projet comprend également la construction d'une ligne de haute tension de 1300 km entre le site du

projet, dans la province de Tete et Maputo, la capitale du Mozambique.

Zimbabwe

L'Etat zimbabwéen investit dans les mines

L'entreprise russe Vi Holding se retire de la co-entreprise avec l'entreprise zimbabwéenne Kuvimba Mining House dans le cadre du projet emblématique Great Dyke Investment. La participation de Vi Holding était régulièrement mise en avant par la diplomatie russe comme l'un des fers de lance de la coopération entre la Russie et le Zimbabwe. Le projet vise un investissement de 3 Mds USD dans la mine Darwendale, afin de produire jusqu'à 24t de platinoïdes par an. L'entreprise Kuvimba Mining House est détenue à 65% par l'Etat zimbabwéen et à 35% par des bénéficiaires effectifs non identifiés. Ses actifs appartenaient auparavant à l'entreprise Sotic international, liée au milliardaire Kudakwashe Tagwirei, proche du président Emmerson Mnangagwa et visé par des sanctions des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Les liens persistants de celui-ci avec le projet sont régulièrement questionnés dans la presse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : SER de Pretoria, SE de Luanda et SE de Maputo.
Pierre FINOT, Flora BOUBOUR, William PECRIAUX
revu par Bertrand FURNO

Pour s'abonner : pierre.finot@dgtresor.gouv.fr